



Le 10 février 2022

Monsieur le Président du CDAS 31,

Le 27 janvier s'est déroulée une journée de grève et de manifestation à l'appel de la plupart des organisations syndicales.

Les revendications concernaient des revalorisations immédiates et conséquentes de salaires et particulièrement pour les agents publics le dégel du point d'indice bloqué depuis 12 ans ce qui a provoqué une paupérisation des agents publics dans une période où les prix de l'énergie (essence, gaz et électricité) explosent, ceux des produits alimentaires flambent (les fruits et légumes ont augmenté de 9 % en 2 ans).

Dans le même temps, en dépit de l'épidémie et des difficultés qui en résultent pour les agents dans l'accomplissement de leurs missions, le démantèlement de nos administrations s'accélère : restructurations, suppressions d'emplois et dotations budgétaires en baisse.

- A la DGDDI, la CFDT-CFTC, la CGT, SOLIDAIRES, l'USD-FO et l'UNSA-CGC déposent un préavis de grève pour la période du 7 février au 11 mars. Un moment fort aura lieu le jeudi 10 mars pour une grande manifestation à Paris devant Bercy.

La DGDDI est confrontée au transfert voire à l'abandon de ses missions fiscales avec ses wagons habituels de perte d'emplois, de diminution de recettes pour l'État et collectivités territoriales. De plus, les LDG (lignes directrices de gestion) instaurent une opacité dans la gestion des personnels ce qui accroît une perte de repères et une souffrance au travail.

- A la DGFIP, les suppressions d'emplois se poursuivent sur un rythme soutenu et particulièrement dans le 31.

Sur les 1506 emplois supprimés dans le pays, 96 concernent la DRFIP 31, un niveau jamais atteint qui représente 6 % des effectifs. Le département porte un (trop) lourd tribut à la saignée d'effectifs qui caractérise la conduite de la DGFIP. Il s'agit d'un massacre social dont la conséquence se traduit par des services rayés de la carte et le transfert de postes et de missions vers des plateformes industrielles.

Les agents dans les services subissent cette situation qui génère voire accroît un mal-être au travail vecteur de risques psycho-sociaux et parfois de « burn-out ».

A la DISI_Sud Ouest (direction des services informatiques), 12 emplois sont supprimés en 2022.

Le gel du point d'indices et les conditions de travail compliquent le recrutement d'informaticiens qui trouvent cette direction peu attractive. Le recours aux contractuels ne suffit pas à pallier ce problème de recrutement.

- La DGCCRF voit se poursuivre la fonte inexorable de ses effectifs avec une perte de 107 agents en 3 ans. C'est avec seulement un peu plus de 2 600 emplois au plan national que des enquêtes toujours plus lourdes et complexes doivent être conduites pour la recherche de fraudes. Par ailleurs, les postes à profil supplantent peu à peu les mutations et sont en augmentation constante depuis plus de 5 ans. Signalons enfin la souffrance au travail dont font état de nombreux agents versés dans les secrétariats généraux communs départementaux créés depuis un an seulement.

Parallèlement l'action sociale, conquête sociale essentielle, est mise à mal par la diminution des crédits et la ponction de 6 % - bien mal nommée « réserve ». La destruction de l'action sociale est en marche : vente des résidences de vacances, suppression de structures de restauration, régionalisation des délégations d'action sociale.

Concernant cette séance,

La CGT sera attentive à ce que tous les agents et leur famille puissent participer aux actions proposées quelle que soit leur situation vaccinale.

Nous rappelons que la CGT est opposée au passe vaccinal (et non à la vaccination) et refuse toute forme de discrimination.

La Culture, le Sport, les loisirs n'ont pas pour vocation la mise à l'écart d'une partie de la population.

La dernière session de sophrologie a été très appréciée, preuve que cela correspond à un besoin très important dans le contexte actuel.

La CGT souhaite que 2 sessions soient proposées en 2022 : l'une à la Cité administrative et l'autre sur un site du Mirail.

La CGT demande le renouvellement de l'atelier «sensibilisation à la communication relationnelle» . Elle pourrait se dérouler sur un site doté d'un restaurant de l'administration des FINANCES ce qui lui permettrait un soutien financier et un réconfort psychologique aux personnels de ces restaurants lesquels souffrent particulièrement d'une diminution du nombre de rationnaires depuis 2 ans.

Enfin, concernant les colonies de vacances de l'EPAF, la CGT veillera à ce que les adolescents de 12 à 17 ans ne soient pas discriminés pour défaut de passe vaccinal et puissent accéder également à toutes les colonies.